



Le conseil de la « paix » promet 7 milliards pour la reconstruction de Gaza : des mots qui en cachent d'autres

## Description

*Alors qu'Israël poursuit sa guerre génocidaire dans la bande de Gaza, les membres du nouveau Conseil de la paix réunis par Donald Trump ont développé leur plan pour la reconstruction de l'enclave.*

Par l'Agence Média Palestine, le 20 février 2026



C'est notre première réunion, mais chaque dollar dépensé est un investissement dans la stabilité et l'espoir d'une nouvelle région harmonieuse qui est si importante, si dynamique, si incroyable. Ce sont les mots de Donald Trump, dans son discours d'ouverture de la première réunion de son Conseil de la paix. Washington hier, jeudi 19 février.

Neuf pays ont obtenu un siège ce conseil en tant que membres permanents : le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan, les Émirats arabes unis, le Maroc, Bahreïn, le Qatar, l'Arabie saoudite, l'Ouzbékistan et le Koweït. D'autres pays ont accepté l'invitation sans prendre un siège permanent, une quarantaine de représentants siégeant en tout.

D'autres pays encore ont refusé l'invitation, mais annoncé envoyer une représentation en tant qu'observateur. C'est le cas de l'Union Européenne (UE) et de certains

de ses États membres, dont l'Allemagne, l'Italie, la Norvège, la Suisse et le Royaume-Uni.

L'Indonésie, le Maroc, le Kazakhstan, le Kosovo et l'Albanie se sont engagés à envoyer des troupes pour la force internationale de stabilisation de Gaza (ISF), qui fait partie du plan en 20 points de Trump.

Cette force, dirigée par un général américain secondé par un adjoint indonésien, commencera ses activités dans la ville de Rafah, contrôlée par Israël, et formera une nouvelle force de police, avec pour objectif final de former 12 000 policiers et de disposer de 20 000 soldats.

Le président indonésien Prabowo Subianto a annoncé que son pays fournirait jusqu'à 8 000 soldats à la force proposée pour faire fonctionner cette paix. L'Égypte et la Jordanie se sont engagées à former des policiers.

## Il pleut des dollars

Dès l'ouverture, les chiffres sont lancés sur la table. Donald Trump annonce 7 milliards de contribution du Conseil de la paix pour la reconstruction de Gaza.

Le bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires va également collecter 2 milliards de dollars pour Gaza, ajoute le président étatsunien, qui annonce par ailleurs une contribution les États-Unis de 10 milliards de dollars dans les opérations du Conseil de la paix, sans préciser lesquelles, sous-entendant que ce Conseil n'a pas seulement vocation à superviser la reconstruction de Gaza.

Donald Trump poursuit en annonçant que la Fédération internationale de football (FIFA) va collecter 75 millions de dollars pour des projets liés au sport dans l'enclave. Le président de la FIFA, Gianni Infantino, par ailleurs visé par la [plainte pour complicité de crimes de guerres](#) par une coalition athlètes palestiniennes, était présent jeudi.

Si les montants annoncés sont conséquents, ils ne représentent en réalité qu'une fraction de la somme nécessaire, quand l'ONU, l'UE et la Banque mondiale ont estimé le coût de la reconstruction de Gaza à 70 milliards de dollars.

Les sommes promises par Donald Trump sont également hypothétiques, et leurs origines sont confuses. Une partie des 7 milliards est financée par les contributions obligatoires à hauteur d'un milliard pour les États souhaitant être membres permanents du Conseil.

## Peu de garanties

Mais si le Koweït, l'Arabie Saoudite et le Qatar ont confirmé que leur pays contribuerait à hauteur d'un milliard, Hikmet Hajiyev, assistant du président de l'Azerbaïdjan, a semblé contester l'inclusion de son pays parmi les premiers donateurs, écrivant sur X que si la participation de l'Azerbaïdjan des projets d'investissement à Gaza dans le cadre du Sommet pour la paix peut être envisagée, sa participation n'est pas prévue dans le projet financier pour Gaza d'un montant de 7 milliards de dollars américains annoncé lors de la session d'aujourd'hui.

Le directeur de la Banque mondiale, Ajay Banga, qui siège au comité exécutif du Conseil de paix, a déclaré lors de la réunion que son institution versera cet argent tant qu'il restera entre nos mains, assurant que les fonds seraient ensuite distribués pour des projets de reconstruction et de développement à Gaza.

Mais les doutes restent, car les membres du Conseil conditionnent leurs contributions au désarmement du Hamas, alors qu'Israël continue de bombarder l'enclave palestinienne sans relâche.

Hier encore, pendant que ces dirigeants discutaient la paix à Washington, deux Palestiniens ont été blessés par des tirs israéliens, quand deux autres ont été assassinés au cours de la nuit qui précédait. Ces meurtres portent à 611 le nombre de Palestiniens assassinés par l'armée israélienne depuis l'entrée en vigueur de la paix de Trump, le 10 octobre dernier.

### Des mots qui en cachent d'autres

Malgré cela, Donald Trump affirme que la guerre à Gaza est terminée. Elle est terminée. Des mots aussi forts que faux, qui démontrent une volonté d'instaurer un nouveau narratif dans lequel le président américain, dont les pratiques guerrières ne sont plus à présenter, se définit comme pacifiste.

Dans les discours successifs, il n'est pas question de justice, ni de rendre des comptes. Cette rhétorique hors-sol, qui parle de paix et d'investissement, efface les deux dernières années de génocide perpétré par Israël à Gaza.

Derrière les plans de reconstruction annoncés, sont passés sous silence les destructions massives imposées par Israël, qui depuis le cessez-le-feu s'emploie à raser entièrement les zones qu'il contrôle, en dehors de tout cadre légal et détruisant des preuves potentielles de ses crimes.

Derrière les milliards mis sur la table, il y a les milliards qui ont financé, soutenu et encouragé Israël dans son génocide, à travers la vente d'armes et le soutien militaire, notamment des États-Unis.

Enfin, Trump n'a pas caché son souhait de voir le Conseil, dont il est le président, attaquer d'autres crises internationales, tout en donnant, selon lui, l'ONU l'incapacité de le faire.

### Nouvel ordre colonial

Si le Conseil de la paix se veut un nouvel ordre mondial, il est avant tout un [nouvel ordre colonial](#). En témoigne notamment sa [charte](#) ne mentionnant ni les mots « Gaza » ni « palestinien ». De fait, seul un Palestinien, Ali Shaath, technocrate palestinien nommé à la tête du Comité national pour l'administration de Gaza (NCAG), siégeait au conseil, sans pouvoir décisionnaire.

De vives critiques ont été soulevées pour cette absence de représentation. À l'extérieur même du bâtiment où se trouvait la réunion du Conseil, un rassemblement de protestation

scandait que « la Palestine n'est pas à vendre » et réclamait que l'autodétermination du peuple palestinien soit placée au centre de toute discussion.

Depuis Gaza, le journaliste de *Al Jazeera* Hani Mahmoud rapporte que les Palestiniens veulent des solutions concrètes plutôt que des promesses. Les expériences passées avec les conférences, en matière de reconstruction et de processus de paix, se sont toutes soldées par d'importants besoins de financement qui ont été retardés ou par des [plans] qui n'ont pas été mis en œuvre, explique-t-il.

« Les Palestiniens ne veulent pas revivre cela ; elles et ils ne veulent pas voir le Conseil de paix devenir un autre organisme international qui se contente de gérer la crise plutôt que de trouver une solution tangible à ce problème de longue date, le problème palestinien. »

**date créée**

2026/02/20